

Nous n'avons pas les mêmes valeurs que Ségolène Royal

Après cinq ans d'entente cordiale avec Jacques Chirac et une politique rigoureuse d'adaptation de la société aux exigences de la mondialisation, Lionel Jospin se présentait à la présidentielle de 2002 en affirmant : « *Mon projet n'est pas socialiste.* » Tout le monde a encore en mémoire le brillant résultat. Pour l'échéance de 2007, la moitié des membres du PS – 60% des exprimées – a choisi Ségolène Royal dont on peut dire sans se tromper que le programme n'est surtout pas socialiste.

La candidate que vient de se donner le PS représente « *le dernier rejeton* » d'un parti en crise pour reprendre l'expression d'Alexis Dalem, corédacteur en chef de *La Revue socialiste* (*Le Monde* du 26 août 2006). Le PS a volontairement refusé de mettre à profit sa victoire aux régionales de 2004 – où la droite fut chassée de la presque totalité des exécutifs régionaux – pour chasser cette dernière du pouvoir. Sur le traité constitutionnel européen, le PS s'est divisé, une majorité s'est prononcée pour le oui et non seulement elle a partagé la défaite avec la droite mais elle a surtout été désavoué par une majorité d'électeurs socialistes. La répétition de l'histoire est toujours possible.

Après la synthèse du congrès du Mans, le PS a adopté un programme qui donne l'impression d'un renouveau du réformisme traditionnel. En effet, il se fixe comme ambition de « *réguler le capitalisme* », de « *cantonner le marché à la sphère économique* » et de « *maîtriser la mondialisation.* » Les mauvais esprits se demandent pourquoi il ne s'était pas engagé dans cette voie quand il était au pouvoir de 1997 à 2002. Mais tout un chacun ne dispose-t-il pas de la capacité de tirer les leçons de l'expérience ?

Avec le choix de Ségolène Royal le doute n'est plus permis, ce beau discours est à remiser aux oubliettes. Le projet réel de la candidate du PS jongle adroitement avec les notions d'ordre, de travail, de famille, d'autorité, de respect, de mérite, d'effort. Certes il est possible ne mettre sur ces notions tout et son contraire. Mais prises ensemble, et partagées avec un Nicolas Sarkozy, elles donnent la fâcheuse impression d'un projet réactionnaire comme le confirme son credo vaticanesque d'ordre juste. Cet ordre juste s'exprime entre autre par l'encadrement militaire des jeunes délinquants. Cette proposition, qu'il est difficile de qualifier de gauche, s'inscrit dans un ensemble cohérent de refondation de l'ordre social où chacun – exploitateur et exploité – trouvera sa place naturelle dans une divine association capital-travail. A l'instar de Nicolas Sarkozy, la candidate du PS affirme : « *Il y a des salariés qui ont envie de travailler plus, et cette liberté doit leur être donnée.* » (*Challenges* du 14 septembre 2006) Tout salarié sait que cette liberté est illusoire car la décision appartient exclusivement au patron et en ce moment la tendance patronale est aux délocalisations. Cette posture serait tout simplement ridicule si elle ne s'articulait pas avec la volonté, partagée avec le MEDEF selon laquelle : « *La France doit sortir de l'archaïsme de ses relations sociales.* » (*Le Monde* du 22 août 2006)

Pour parvenir à cet objectif contre-révolutionnaire, Ségolène Royal se fait l'apôtre de la flexibilité qu'elle maquille en « *agilité* » pour les entreprises. Elle prône l'intégration des syndicats, idée qu'elle partage avec la droite,

le MEDEF et même les directions syndicales. L'objectif est limpide : l'expérience du CPE ne doit plus se reproduire. L'ordre juste interdit aux manants de faire la loi, ils doivent attendre que le Prince ouvre la période de la « participation ».

En choisissant Ségolène Royal les membres du PS n'ont pas simplement cédé à la dictature des sondages, ils ont choisi de se situer à contre courant des aspirations populaires. Ces dernières s'expriment depuis 1995 et la grève massive contre le gouvernement d'Alain Juppé. Ces aspirations vont crescendo depuis la cuisante défaite du PS en 2002, le mouvement de grève contre la case des retraites et la décentralisation en 2003, la défaite de la droite aux élections de 2004, la déroute lors du referendum de 2005 et la victoire de l'union de la jeunesse et des travailleurs contre le CPE cette année. En choisissant Ségolène Royal les membres du PS ont choisi de rompre avec l'image historique que leur parti a encore pour beaucoup de travailleurs malgré des décennies de gestion loyale du capital. Cette option est renforcée par l'assourdissant silence de la candidature du PS sur les alliances gouvernementales. Personne ne peut contester ces faits, personne ne pourra les ignorer dans un proche avenir.

Et pendant ce temps-là, sur fond de profondes dissensions comme les partis de droite en n'ont rarement connu, le probable candidat de l'UMP prêche la rupture avec la droite traditionnelle en affichant un libéralisme économique outrancier, un paternalisme social, un autoritarisme de type bonapartiste et une allégeance totale à la super-puissance états-unienne. Le régime bourgeois est en crise, tel est le sens réel de la tendance à la rupture qui agite le PS et l'UMP. Au-delà des discours ronflants sur la modernité et l'impérieux besoin de faire de la politique autrement, cette tendance n'a pas d'autre objectif que de préserver l'essentiel : l'exploitation capitaliste.

La seule réponse efficace qu'il est possible d'opposer à cette situation est la nécessaire réalisation d'un projet politique véritable émanation directe des aspirations populaires. Le cœur de ce projet doit d'être sans ambiguïté : virer la droite du pouvoir et constituer un gouvernement qui se donne les moyens de mettre un point final à la régression sociale et démocratique. Cela passe obligatoirement par l'abrogation de toutes les mesures antisociales et antidémocratiques prises depuis 1983 et par l'abrogation des traités et directives pris dans le cadre de l'Union européenne. Que les masses exploitées deviennent, enfin, maîtresses de leur destin. Un tel projet n'est pas exclusivement français, il correspond aux espoirs et aux luttes qui se font jour dans l'Union européenne, il entre en résonance avec les changements politiques en cours en Amérique latine.

Seule une opposition ouvrière agissant clairement pour une rupture chirurgicale avec le capitalisme peut porter ce projet émancipateur. Pour les échéances électorales de 2007, cette opposition ouvrière n'entretiendra aucune illusion et se prononcera pour éviter le pire (l'arrivée à l'Élysée d'un Nicolas Sarkozy) sans pour autant se transformer en porteurs d'eau de la candidate de l'ordre juste.